



Le 23 Janvier 2023

On veut gagner plus, ... pas travailler plus longtemps !

Le gouvernement a annoncé le 10 janvier vouloir nous faire travailler jusqu'à 64 ans, alors que dans nos familles, des jeunes ou des moins jeunes sont sans travail, que les patrons se débarrassent des ouvriers usés bien avant l'âge légal de la retraite, et que les milliards coulent à flot vers les caisses des grosses entreprises.

- ➡ Non la caisse de retraites n'est pas en déficit ! Elle est bénéficiaire de 3,2 milliards en 2022.
- ➡ Selon l'INSEE, 25% des salariés les plus pauvres sont déjà décédés à 62 ans, l'âge théorique de leur retraite actuellement.
- ➡ 160 milliards d'euros : c'est le montant, tous les ans, des cadeaux fiscaux donnés par l'Etat aux entreprises (surtout aux grosses).
- ➡ 80 milliards d'euros : ce sont les revenus (dividendes + rachats d'actions) versés aux actionnaires des 40 plus grosses entreprises du pays en 2022.

Rien ne justifie cette réforme, pas plus que les précédentes qui ont déjà aggravé les conditions de départ et le niveau de pension... à part la volonté du gouvernement de faire des économies sur le dos des travailleurs pour augmenter les profits du grand patronat.

Les discours sur la pénibilité, les carrières longues, la retraite minimum à 1 200 euros brut ne sont que du vent pour tenter de limiter l'ampleur des grèves et des manifestations à venir.

La propagande de BFMTV et de tous les médias au service des capitalistes bat son plein pour essayer de faire rentrer dans nos têtes que c'est pour notre bien à tous qu'il faudrait travailler plus longtemps !

Ici à NTN SNR, la direction se débarrasse déjà des travailleurs abimés par le sur les lignes de production, en les déclarant inaptes entraînant les licenciements.

Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. Qui a envie ou se sent capable de travailler jusqu'à 64 ans ?

Et le patronat de la métallurgie en rajoute une louche avec la nouvelle Convention Collective nationale qui sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 2024.

Cette Convention permettra aux patrons d'imposer encore plus d'heures supplémentaires, de licencier un salarié en arrêt maladie au motif qu'il perturberait la production, de baisser le salaire de base en le faisant dépendre du poste de travail occupé, et pas du coefficient comme actuellement.

Tous les syndicats, CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Sud, UNSA, FSU, ainsi que les organisations de jeunesse, appellent tout le monde à faire grève et manifester Mardi 31 Janvier.

Après le 19 janvier une des plus forte mobilisation avec plus de 2 Millions de manifestants Nous devons amplifier le mouvement et ceux qui était à l'écoute ,doivent maintenant sortir afin d'obtenir une mobilisation générale pour faire reculer Macron, son gouvernement et le patronat, sur le recul de l'âge de la retraite.

L'enjeu n'est pas seulement les retraites.

Puisqu'ils ne veulent pas écouter ils nous maintenant se donner les moyens d'être suffisamment forts et nombreux pour faire reculer le gouvernement, en allant vers la grève générale, totale dans le pays, c'est aussi se retrouver avec un rapport de force favorable pour imposer au patronat des augmentations générales de salaires importantes, que les salaires suivent les hausses réelles des prix, que les travailleurs intérimaires et CDD soient embauchés en CDI !

A NTN SNR preuve en est fait que nous chaque mois nous perdons de l'argent puisque les augmentations collectives sont très très loin de l'inflation.

La direction gagne du temps et tarde à positionner une date pour les négociations salariales, malgré la réponse à notre lettre ouverte et la pétition qui a connue de nombreuses signatures.

Elle attend sans doute le paiement des heures de RTT payables en février laissant croire que l'on est bien payé mais ce sont nos heures ... Et chacun a pu se rendre compte que la perte de nos RTT monnayées à la suite de l'accord Flex, la direction les a déjà récupérées.

Les grands perdants c'est encore nous.

Quel choix nous laissent-ils ?

Préparons-nous chez NTN SNR à nous mobiliser le plus nombreux possible !

On veut gagner plus, pas travailler plus longtemps !

La CGT NTN SNR appelle l'ensemble des salariés de l'usine, sous-traitants, intérimaires, CDD et CDI, de l'ouvrier au cadre à la grève à partir du 30 janvier 21 h, pour permettre aux salariés de nuit de participer aux manifestations.



Même si le scénario du déficit de 12 milliards d'euros en 2027 retenu par le gouvernement était avéré, une hausse de 0,8 point de cotisation suffirait à le combler.

Le gouvernement veut passer en force une réforme brutale et injuste pour résorber le déficit des retraites qui s'élèverait à 12 milliards d'euros en 2027, 13,5 milliards à l'horizon 2030, selon les prévisions du Conseil d'orientation des retraites (COR). Qui reconnaît lui-même que le déficit est temporaire avec, à terme, un retour à l'équilibre.

Il n'y a pas de problème budgétaire à court-terme pour financer les retraites. Le système, dans son ensemble, dispose de 200 milliards d'euros de réserves. Et les leviers d'action pour financer la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), et pour garantir 2 000 euros de pension minimum existent.



cgtnsnr.com

5% D'AUGMENTATION DES SALAIRES DANS LE PRIVÉ = 9 MILLIARDS DE COTISATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA BRANCHE RETRAITES

Ce qu'il faut, c'est augmenter les recettes pour financer de nouveaux droits et éviter la dégradation des pensions :

Les propositions de la CGT pour financer les retraites : augmentez les salaires pas l'âge de départ

- Mobiliser les 157 milliards d'euros annuels d'aides publiques aux entreprises : c'est 13 fois le déficit annoncé des retraites !
- Intégrer dans les cotisations sociales les primes des fonctionnaires, l'intéressement et la participation.
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes : ça rapporterait 6 milliards d'euros aux caisses de retraite. Avec une contrainte financière sur les entreprises qui ne le respectent pas.
- Augmenter les cotisations de 0,8 point : soit 8.25€ par mois de cotisations salariales et 8.25€ de cotisations patronales pour un SMIC à 2 000 €.
- Cesser d'exonérer de cotisations sociales les dividendes et les revenus financiers des entreprises. Et il y a de quoi faire : en 2022, les actionnaires des sociétés du CAC 40 ont touché 80 milliards d'euros...

Augmenter les salaires, puisque mécaniquement cela augmente les cotisations sociales pour financer les pensions et garantit de meilleurs droits à la retraite. Dans le privé, 5% de hausse des salaires rapportait 9 milliards d'euros de cotisations : la moitié de ce que le gouvernement espère économiser avec sa réforme injuste.

Augmenter de 5% le point d'indice de la fonction publique représenterait 1,25 milliard € de cotisations retraites. Si le point d'indice avait suivi l'inflation depuis 2010, ça ferait 5 milliards d'euros de cotisations supplémentaires dans les conditions actuelles.

Recruter : on estime à environ 1,7 million le nombre d'emplois qui pourraient être créés avec le passage aux 32h dans le privé, soit 13,6 Mds€ de cotisations retraites supplémentaires. En recrutant les 400 000 fonctionnaires nécessaires dans la fonction publique hospitalière, 5 milliards d'euros supplémentaires seraient collectés pour les retraites.

La question des retraites ne peut se penser sans lien avec la création et la répartition des richesses.

CAR DE L'ARGENT IL Y EN A !

MANIFESTATION LE MARDI 31 JANVIER Annecy 14 h Préfecture

TOUS ENSEMBLE MANIFESTATION LE MARDI 31 JANVIER Annecy 14 h Préfecture



Le 23 Janvier 2023

On veut gagner plus, ... pas travailler plus longtemps !

Le gouvernement a annoncé le 10 janvier vouloir nous faire travailler jusqu'à 64 ans, alors que dans nos familles, des jeunes ou des moins jeunes sont sans travail, que les patrons se débarrassent des ouvriers usés bien avant l'âge légal de la retraite, et que les milliards coulent à flot vers les caisses des grosses entreprises.

- ➡ Non la caisse de retraites n'est pas en déficit ! Elle est bénéficiaire de 3,2 milliards en 2022.
- ➡ Selon l'INSEE, 25% des salariés les plus pauvres sont déjà décédés à 62 ans, l'âge théorique de leur retraite actuellement.
- ➡ 160 milliards d'euros : c'est le montant, tous les ans, des cadeaux fiscaux donnés par l'Etat aux entreprises (surtout aux grosses).
- ➡ 80 milliards d'euros : ce sont les revenus (dividendes + rachats d'actions) versés aux actionnaires des 40 plus grosses entreprises du pays en 2022.

Rien ne justifie cette réforme, pas plus que les précédentes qui ont déjà aggravé les conditions de départ et le niveau de pension... à part la volonté du gouvernement de faire des économies sur le dos des travailleurs pour augmenter les profits du grand patronat.

Les discours sur la pénibilité, les carrières longues, la retraite minimum à 1 200 euros brut ne sont que du vent pour tenter de limiter l'ampleur des grèves et des manifestations à venir.

La propagande de BFMTV et de tous les médias au service des capitalistes bat son plein pour essayer de faire rentrer dans nos têtes que c'est pour notre bien à tous qu'il faudrait travailler plus longtemps !

Ici à NTN SNR, la direction se débarrasse déjà des travailleurs abimés par le sur les lignes de production, en les déclarant inaptes entraînant les licenciements.

Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. Qui a envie ou se sent capable de travailler jusqu'à 64 ans ?

Et le patronat de la métallurgie en rajoute une louche avec la nouvelle Convention Collective nationale qui sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 2024.

Cette Convention permettra aux patrons d'imposer encore plus d'heures supplémentaires, de licencier un salarié en arrêt maladie au motif qu'il perturberait la production, de baisser le salaire de base en le faisant dépendre du poste de travail occupé, et pas du coefficient comme actuellement.

Tous les syndicats, CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Sud, UNSA, FSU, ainsi que les organisations de jeunesse, appellent tout le monde à faire grève et manifester Mardi 31 Janvier.

Après le 19 janvier une des plus forte mobilisation avec plus de 2 Millions de manifestants Nous devons amplifier le mouvement et ceux qui était à l'écoute ,doivent maintenant sortir afin d'obtenir une mobilisation générale pour faire reculer Macron, son gouvernement et le patronat, sur le recul de l'âge de la retraite.

L'enjeu n'est pas seulement les retraites.

Puisqu'ils ne veulent pas écouter ils nous maintenant se donner les moyens d'être suffisamment forts et nombreux pour faire reculer le gouvernement, en allant vers la grève générale, totale dans le pays, c'est aussi se retrouver avec un rapport de force favorable pour imposer au patronat des augmentations générales de salaires importantes, que les salaires suivent les hausses réelles des prix, que les travailleurs intérimaires et CDD soient embauchés en CDI !

A NTN SNR preuve en est fait que nous chaque mois nous perdons de l'argent puisque les augmentations collectives sont très très loin de l'inflation.

La direction gagne du temps et tarde à positionner une date pour les négociations salariales, malgré la réponse à notre lettre ouverte et la pétition qui a connue de nombreuses signatures.

Elle attend sans doute le paiement des heures de RTT payables en février laissant croire que l'on est bien payé mais ce sont nos heures ... Et chacun a pu se rendre compte que la perte de nos RTT monnayées à la suite de l'accord Flex, la direction les a déjà récupérées.

Les grands perdants c'est encore nous.

Quel choix nous laissent-ils ?

Préparons-nous chez NTN SNR à nous mobiliser le plus nombreux possible !

On veut gagner plus, pas travailler plus longtemps !

La CGT NTN SNR appelle l'ensemble des salariés de l'usine, sous-traitants, intérimaires, CDD et CDI, de l'ouvrier au cadre à la grève à partir du 30 janvier 21 h, pour permettre aux salariés de nuit de participer aux manifestations.



Même si le scénario du déficit de 12 milliards d'euros en 2027 retenu par le gouvernement était avéré, une hausse de 0,8 point de cotisation suffirait à le combler.

Le gouvernement veut passer en force une réforme brutale et injuste pour résorber le déficit des retraites qui s'élèverait à 12 milliards d'euros en 2027, 13,5 milliards à l'horizon 2030, selon les prévisions du Conseil d'orientation des retraites (COR). Qui reconnaît lui-même que le déficit est temporaire avec, à terme, un retour à l'équilibre.

Il n'y a pas de problème budgétaire à court-terme pour financer les retraites. Le système, dans son ensemble, dispose de 200 milliards d'euros de réserves. Et les leviers d'action pour financer la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), et pour garantir 2 000 euros de pension minimum existent.



cgtnsnr.com

5% D'AUGMENTATION DES SALAIRES DANS LE PRIVÉ = 9 MILLIARDS DE COTISATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA BRANCHE RETRAITES

Ce qu'il faut, c'est augmenter les recettes pour financer de nouveaux droits et éviter la dégradation des pensions :

Les propositions de la CGT pour financer les retraites : augmentez les salaires pas l'âge de départ

- Mobiliser les 157 milliards d'euros annuels d'aides publiques aux entreprises : c'est 13 fois le déficit annoncé des retraites !
- Intégrer dans les cotisations sociales les primes des fonctionnaires, l'intéressement et la participation.
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes : ça rapporterait 6 milliards d'euros aux caisses de retraite. Avec une contrainte financière sur les entreprises qui ne le respectent pas.
- Augmenter les cotisations de 0,8 point : soit 8.25€ par mois de cotisations salariales et 8.25€ de cotisations patronales pour un SMIC à 2 000 €.
- Cesser d'exonérer de cotisations sociales les dividendes et les revenus financiers des entreprises. Et il y a de quoi faire : en 2022, les actionnaires des sociétés du CAC 40 ont touché 80 milliards d'euros...

Augmenter les salaires, puisque mécaniquement cela augmente les cotisations sociales pour financer les pensions et garantit de meilleurs droits à la retraite. Dans le privé, 5% de hausse des salaires rapportait 9 milliards d'euros de cotisations : la moitié de ce que le gouvernement espère économiser avec sa réforme injuste.

Augmenter de 5% le point d'indice de la fonction publique représenterait 1,25 milliard € de cotisations retraites. Si le point d'indice avait suivi l'inflation depuis 2010, ça ferait 5 milliards d'euros de cotisations supplémentaires dans les conditions actuelles.

Recruter : on estime à environ 1,7 million le nombre d'emplois qui pourraient être créés avec le passage aux 32h dans le privé, soit 13,6 Mds€ de cotisations retraites supplémentaires. En recrutant les 400 000 fonctionnaires nécessaires dans la fonction publique hospitalière, 5 milliards d'euros supplémentaires seraient collectés pour les retraites.

La question des retraites ne peut se penser sans lien avec la création et la répartition des richesses.

CAR DE L'ARGENT IL Y EN A !

MANIFESTATION LE MARDI 31 JANVIER Annecy 14 h Préfecture

TOUS ENSEMBLE MANIFESTATION LE MARDI 31 JANVIER Annecy 14 h Préfecture